

Pouvoir d'emprunt

leur valeur pour toutes sortes de raisons farfelues, rien que pour avoir à dire qu'elles nous appartenaient. Pour être à nous, elles sont à nous, mais les dettes et les traites à payer aussi. Ce gouvernement criblé de dette est aussi à nous. Nous devons nous accommoder de dépenses publiques qui ne cessent d'augmenter. Les libéraux ont sacrifié leur avenir contre un plat de lentilles.

Nous devons nous comparer aux autres pays, monsieur le Président. Les 22 pays d'Amérique latine comptent maintenant 360 millions d'habitants. La dette combinée de ces pays s'élève à 300 milliards de dollars. C'est une chose qu'il faut retenir. Les Canadiens savent que les pays d'Amérique Latine éprouvent de graves difficultés financières. Par ailleurs, la dette par habitant au Canada est sept fois plus importante que la dette par habitant des pays d'Amérique latine. Ces pays comptent 15 fois plus d'habitants que le Canada, mais leur dette est seulement un peu plus du double de la nôtre. Les 24 millions d'habitants du Canada ont une dette collective de 140 milliards de dollars, tandis que les 368 millions d'habitants des pays d'Amérique Latine ont une dette de 300 milliards de dollars.

Les richesses naturelles du Canada sont la seule chose qui empêchent notre pays d'être un autre Venezuela, un autre Mexique ou un autre Brésil. En accumulant une dette de 140 milliards de dollars, le gouvernement a hypothéqué nos richesses naturelles, notre avenir et celui de nos enfants. Nous ne devrions pas permettre qu'on hypothèque ainsi notre avenir. Je le répète, la dette nationale du Canada par habitant est sept fois plus élevée que celle des peuples de l'Amérique latine.

Le Brésil, qui est le pays le plus riche de l'Amérique latine, a une dette moins élevée que le Canada, soit de 80 milliards de dollars, et il est au bord de la faillite. La seule chose qui empêche le Canada d'être lui-même insolvable, c'est qu'il possède plus d'eau douce, plus de minerais rocheux et plus de ressources forestières que tout autre pays au monde. Nous avons cependant hypothéqué nos richesses naturelles et l'avenir de nos enfants.

Le gouvernement ne se préoccupe pas de bien gérer l'économie. Tout ce qui lui importe, c'est de rester au pouvoir. Les libéraux veulent s'y maintenir sans rien chercher à réaliser, et dans la mesure où ils réussissent, peu leur importe ce qu'ils peuvent accomplir. Pourvu qu'ils puissent s'accrocher et continuer à diriger le pays, ils ne s'intéressent nullement aux citoyens qui par leur esprit d'initiative voudraient faire prospérer leur pays. Ils s'imaginent que c'est grâce à eux que nous avons un pays. Le gouvernement, veut assurer sa domination en emprisonnant les citoyens dans les chaînes de la bureaucratie.

Les petites entreprises du Canada ont maintenant besoin de deux fois plus d'employés de bureau, d'avocats et de comptables que leurs homologues américaines. Cela montre bien à quel point la bureaucratie domine et gouverne notre secteur de la petite entreprise. Nous devrions pourtant reconnaître que c'est lui qui est le moteur de notre économie.

Les libéraux ont demandé l'autorisation d'emprunter 19 milliards de dollars sans avoir planifié leurs dépenses. Le gouvernement perçoit maintenant des impôts sans nous laisser le moindre espoir pour l'avenir. Nos espoirs, nos lendemains, notre avenir, tout est compromis. Par ses habitudes de dissipation, il anéantit nos rêves de jours meilleurs.

Le premier ministre a vu juste au moins une fois, quand il a dit «le pays est fort». Le très honorable John Diefenbaker avait aussi raison de dire à ce propos qu'il avait bien besoin de l'être.

Ni le Mexique, ni le Venezuela, ni la Pologne n'ont pu continuer à payer leurs dettes et le Brésil est au bord de la faillite. L'argent n'est pas synonyme de richesse, comme l'ont cru à tort le Venezuela et la Pologne et surtout le Mexique. Parce que ces pays croyaient que l'argent était synonyme de richesse, ils ont fait marcher la planche à billets et emprunté davantage.

Un récent article publié dans *The Economist* disait que le Mexique avait emprunté 80 milliards de dollars en très peu de temps et qu'il serait maintenant un pays plus riche qui aurait moins de chômeurs et une base industrielle plus solide s'il n'avait emprunté que 40 milliards de dollars.

Quand un pays emprunte, il hypothèque son avenir. Un emprunt aujourd'hui signifie un nouvel impôt demain parce que les emprunts représentent une dette pour l'avenir. C'est ce qui c'est passé au Mexique. Le Canada risque pour sa part de perdre toutes ses richesses naturelles. Il pourrait un jour être obligé de les vendre à vil prix simplement pour rembourser ses dettes.

● (1740)

Le Mexique aurait une devise plus forte s'il avait moins emprunté. Ses paiements en devises étrangères auraient été moins importants, il aurait conservé une plus grande partie de ses recettes et aurait moins de chômage. Le Canada est en train de suivre l'exemple du Mexique. On ne peut pas créer la richesse en empruntant des dollars.

M. le vice-président: La présidence hésite à interrompre le député de Crowfoot (M. Malone), mais son temps de parole est écoulé. Il peut continuer s'il obtient le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Une voix: Non.

M. le vice-président: Il ne semble pas y avoir consentement unanime. Les députés demandent-ils la parole pour poser des questions au député qui vient de terminer son discours?

M. Fisher: Oui, monsieur le Président.

M. le vice-président: La parole est au secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Fisher).

M. Fisher: Monsieur le Président, le discours du député de Crowfoot (M. Malone) m'a fort intéressé. Je pense qu'il a su exposer ses idées avec beaucoup de logique. Bien que je ne sois pas d'accord avec lui sur tous les points, je voudrais le féliciter d'avoir composé un excellent discours au lieu de puiser dans toute la gamme de clichés habituels.

En ce qui concerne ce qu'il vient de dire du Mexique, de la Pologne et du Venezuela, je rappelle que le Mexique connaît de très graves difficultés à cause de sa dette étrangère et non pas à cause de l'ampleur de ses emprunts. Je rappelle également qu'en ce qui nous concerne, nos emprunts à l'étranger ne sont qu'une petite partie de notre dette et qu'ils ont servi à défendre le dollar, non à financer les services du gouvernement. Une fois la défense du dollar assurée, l'argent est remboursé à même le compte de devises étrangères. Le député voudrait peut-être nous expliquer pourquoi il existe un écart important entre la dette étrangère du Mexique qui est à la